

“Gilets jaunes” : un syndicat de police demande l'intervention de l'armée

<https://www.valeursactuelles.com/societe/gilets-jaunes-un-syndicat-de-police-demande-lintervention-de-larmee-101329>

Violences. Pour le secrétaire général de Police FO, la situation pour la police a atteint un point de non-retour. Les forces de l'ordre sont épuisées et il faut que Macron le “comprenne”. Le syndicat Alliance Police Nationale a même demandé le renfort de l'armée.

C'est un cri d'alarme que pousse Yves Lefebvre pour [Franceinfo](#). Alors que le mouvement des « gilets jaunes » termine son troisième jour de mobilisation massive, le secrétaire général de Police FO s'inquiète.

Une situation intenable

« J'en appelle au gouvernement pour négocier sans délai avec les représentants pacifiques, tant des organisations syndicales que des 'gilets jaunes' ». Pour Yves Lefebvre, « les forces de l'ordre sont au bout du rouleau » et la situation ne peut plus continuer ainsi. « A une semaine d'intervalle, on est confrontés à des violences extrêmes [...] mes collègues sont déployés quasiment 24 heures sur 24 », se plaint le syndicaliste. « Il faut que ça cesse, que le président de la République comprenne que sa police, la dernière barrière face à ces mouvements sociaux, est exténuée », poursuit-il.

« On est touchés en premier lieu »

Mais pour le syndicaliste, pas question pour la police d'enfiler un gilet jaune, en soutien aux citoyens. *« Le policier a une mission régalienne à faire : assurer la sécurité de ses concitoyens et assurer la sécurité des manifestants pacifiques. Par contre, si vous me posez la question de savoir si le citoyen que je suis, comme une immense majorité de base, partage une revendication légitime des 'gilets jaunes', je vous dis oui, bien évidemment parce qu'on est touchés en premier lieu ». Et de conclure : « On a une pression du travail, on a des heures à n'en plus finir, des conditions de travail qui sont particulièrement dangereuses et on voit notre pouvoir d'achat baisser mois après mois ».*

Un renfort militaire demandé

Comme pour corroborer ces propos, le syndicat Alliance Police Nationale vient de publier un communiqué sur Twitter, dans lequel il « dénonce la situation qui est ce soir insurrectionnelle ». Pour ce syndicat, « les paroles et messages de soutien du Ministre de l'Intérieur ne suffisent plus ». Il exige notamment « le renfort de l'armée pour garder les lieux institutionnels et dégager ainsi les forces mobiles d'intervention ».

INSURRECTIONNEL

!!

Ce samedi 1er décembre a été marqué par une 3eme journée de violences sur Paris et l'ensemble du territoire. [@alliancepolice](#) dénonce la situation qui est ce soir insurrectionnelle,

les paroles et messages de soutien [@Place Beauvau](#) [@CCastaner](#) ne suffisent plus !
pic.twitter.com/8pVW853M4U

— ALLIANCE PN (@alliancepolice) [1 décembre 2018](#)

Instaurer l'état d'urgence ? Castaner n'a pas de «tabou»

<http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2018/12/01/97001-20181201FILWWW00189-instaurer-l-etat-d-urgence-castaner-n-a-pas-de-tabou.php>

Le ministre français de l'Intérieur Christophe Castaner, interrogé sur l'opportunité d'instaurer l'état d'urgence, a dit ne pas avoir de "tabou", samedi soir à l'issue [d'une journée de violences en particulier à Paris](#), dans le sillage d'une nouvelle mobilisation des "gilets jaunes". "Nous étudierons toutes les procédures qui nous permettront de sécuriser plus encore", a souligné le ministre sur la chaîne de télévision BFM-TV.

Interrogé sur la possibilité d'instaurer l'état d'urgence, M. Castaner a répondu : "Tout ce qui permettra de sécuriser plus, moi je n'ai pas de tabou. Je suis prêt à tout regarder". Ce régime d'exception avait notamment été mis en place après les attentats terroristes de Paris de 2015, mais aussi après les émeutes de novembre 2005 dans les banlieues.

Le ministre a comparé les auteurs des violences survenues samedi dans la capitale à des "factieux, des séditions". Dans un communiqué, le syndicat de police Alliance a demandé samedi l'instauration de l'état d'urgence. "On est dans un climat insurrectionnel", a quant à lui dénoncé auprès de l'AFP le numéro deux d'Alliance, le premier syndicat de policiers, Frédéric Lagache.

"Il faut taper du poing sur la table", a-t-il ajouté. Alliance réclame le "renfort de l'armée pour garder les lieux institutionnels et dégager ainsi les forces mobiles d'intervention", a expliqué le syndicat dans son communiqué.